

Haïtiens en errance : quand l'exil devient un cycle sans fin

Depuis plusieurs années, une partie importante de la population haïtienne a pris le chemin de l'Amérique du Sud, notamment vers le Chili, le Brésil et d'autres pays de la région, dans l'espoir de trouver un minimum de stabilité économique. Ces départs massifs n'étaient pas des voyages d'aventure, mais des décisions de survie. Là-bas, beaucoup ont travaillé dur, appris de nouveaux métiers, construit une vie modeste mais digne, souvent dans la construction, les services, le commerce ou les soins de santé.

Puis est venue une autre étape de l'exil. Sous l'effet de nouvelles opportunités migratoires et de politiques d'accueil temporaire aux États-Unis, des milliers d'Haïtiens ont entrepris l'une des traversées les plus épuisantes de notre époque : des milliers de kilomètres à pied, à travers forêts, déserts, montagnes et frontières dangereuses. Des hommes, des femmes, des enfants marchant pendant des semaines, parfois des mois, affrontant la faim, la peur, la violence et l'incertitude, avec pour seul objectif offrir un avenir plus stable à leurs familles.

Aujourd'hui, un nouveau mouvement se dessine, plus discret mais tout aussi révélateur de la fragilité de ces parcours. Avec l'annulation de certains programmes de protection temporaire et l'absence de renouvellement de mesures migratoires antérieures, de nombreux Haïtiens installés aux États-Unis vivent désormais dans la crainte d'une déportation vers Haïti. Face à cette peur, certains font un choix douloureux : repartir vers le Chili, le Brésil ou d'autres pays où ils avaient autrefois trouvé refuge, plutôt que de risquer un retour forcé dans un pays toujours plongé dans l'instabilité.

Ce va-et-vient permanent révèle une réalité profonde : une génération entière d'Haïtiens vit désormais en déplacement continu sans possibilité réelle de s'enraciner. Chaque départ efface les efforts précédents. Chaque retour oblige à recommencer à zéro. Les maisons construites sont abandonnées, les emplois perdus, les enfants changent d'école, de langue, de repères. La vie devient une suite de recommencements forcés.

Mais au-delà de la souffrance individuelle, ce phénomène a un coût collectif immense pour Haïti. Car ceux qui partent ne sont pas seulement des migrants ; ils sont des travailleurs, des parents, des jeunes pleins d'énergie, des porteurs de compétences acquises à l'étranger. Ils auraient pu, dans un contexte plus stable, contribuer à la reconstruction économique du pays, créer des entreprises, transmettre des savoir-faire, renforcer les communautés locales.

Un pays ne se relève pas uniquement avec de l'aide internationale. Il se reconstruit surtout avec ses propres forces humaines. Or, cette force vive se trouve aujourd'hui dispersée à travers plusieurs continents, ballottée par les politiques migratoires, vivant dans une précarité permanente.

Cette migration circulaire contrainte, où les Haïtiens passent d'un pays à l'autre sans jamais trouver de véritable stabilité, fragilise non seulement les familles, mais aussi l'avenir collectif. Les enfants grandissent sans enracinement clair, les adultes s'épuisent à recommencer leur vie, et Haïti continue de se vider de ses fils qui auraient



Nos compatriotes en route vers d'autres cieux (PNG)

pu être ses bâtisseurs de demain.

Il ne s'agit pas ici de pointer des responsables politiques, ni d'entrer dans des débats idéologiques. Il s'agit de regarder une réalité humaine en face. Lorsqu'un peuple en est réduit à marcher à travers des continents pour survivre, puis à repartir encore par peur d'être renvoyé dans son pays d'origine, c'est le signe d'une crise profonde qui dépasse les frontières.

La question qui se pose aujourd'hui n'est pas seulement celle de l'immigration, mais celle de l'avenir d'Haïti elle-même. Que devient une nation dont la jeunesse ne rêve plus d'y vivre ? Comment imaginer un développement durable lorsque ceux qui portent la force de travail, l'innovation et l'espoir sont contraints de chercher ailleurs leur sécurité ?

Sensibiliser à cette réalité, c'est reconnaître la dignité de ces migrants qui n'ont jamais cessé de lutter pour leurs familles. C'est aussi inviter à une réflexion collective sur la nécessité de créer, un jour, les conditions pour que partir ne soit plus une obligation, mais un choix.

Car tant que l'exil restera la seule voie de survie pour tant d'Haïtiens, le pays continuera de perdre de plus en plus de citoyens capables de contribuer, à plusieurs points de vue, au relèvement de la nation.

Michelle Latortue



Pour La Voix du Port
Indran Amirthanayagam
Animateur de la Chaîne de la poésie
en Youtube <https://youtube.com/user/indranam>

Fauve dans la lumière

Allume la bougie à ton réveil. Elle brillera dans la brume, t'aidera à te laver, t'habiller, te préparer à la lumière du jour. Et si le soleil s'arrête derrière un nuage

pour quelques heures de grisaille, ne t'inquiètes pas, la lumière que tu portes dans ton cœur et ton esprit te réchauffera et t'incitera à ranger la mélancolie dans un livre écrit il y a déjà bien longtemps,

sur ton étagère. Consulte-la quand tu le souhaites juste pour savoir qu'elle a été surmontée, qu'elle a fait de l'encre sur le papier, traduite en vers, imprimée au passé. Maintenant, tu as une nouvelle lumière

pour te guider, vers le fauve en avant dans le bois qui te regarde avec des yeux curieux et merveilleux.

Indran Amirthanayagam dir le 7 Septembre, 2024



L'ancien présentateur de CNN Don Lemon arrêté après une action anti-ICE dans une église du Minnesota... Lemon a depuis été remis en liberté

LOS ANGELES, janvier 2026 (RHINEWS)
L'ancien présentateur de CNN Don Lemon a été arrêté après être entré dans une église du Minnesota et filmé des manifestants opposés aux opérations de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) qui perturbaient un office religieux. Selon son avocat Abbe Lowell, Don Lemon, devenu journaliste indépendant, a été interpellé jeudi soir par des agents fédéraux à Los Angeles, où il couvrait la cérémonie des Grammy Awards.

Âgé de 59 ans, Don Lemon doit comparaître vendredi devant un tribunal fédéral à Los Angeles. « Don se défendra vigoureusement et pleinement contre ces accusations devant les tribunaux », a déclaré son avocat. Les autorités n'ont pas précisé à ce stade les chefs d'accusation exacts retenus contre lui, et le département de la Justice a été sollicité pour commentaire.

Les faits reprochés remontent au 18 janvier, lorsque Don Lemon est entré dans la Cities Church, à St Paul, accompagné d'un groupe de manifestants affirmant que l'un des pasteurs était un responsable de l'ICE. Dans une déclaration publiée sur le compte Instagram de son client, Me Lowell a soutenu que « Don est journaliste depuis 30 ans, et son travail constitutionnellement protégé à Minneapolis n'était pas différent de ce qu'il a toujours fait », dénonçant « une attaque sans précédent contre le Premier amendement ».

De son côté, Don Lemon a affirmé, dans une vidéo récente, que son rôle était strictement journalistique. « Une fois que la protestation a commencé dans l'église, nous avons

fait un acte de journalisme, qui consistait à en rendre compte », a-t-il déclaré. Il a également répété à plusieurs reprises lors de la diffusion qu'il n'était « pas affilié aux manifestants ».

La procureure générale des États-Unis, Pam Bondi, a indiqué vendredi que trois autres personnes avaient été arrêtées par les agents fédéraux : Trahern Jeen Crews, Georgia Fort, journaliste indépendante locale, et Jamael Lydell Lundy. Elle a accusé Don Lemon et les autres personnes interpellées d'avoir participé à une « attaque coordonnée » contre l'église.

L'administration du président Donald Trump avait initialement envisagé de poursuivre huit personnes impliquées dans la manifestation de l'église du Minnesota pour conspiration visant à priver des droits et entrave à la liberté religieuse dans un lieu de culte. Toutefois, un juge fédéral chargé d'examiner les preuves n'a autorisé des poursuites que contre trois personnes, excluant Don Lemon. Le gouvernement a contesté cette décision, et une cour d'appel a suggéré de saisir un grand jury fédéral.

Lors de l'incident, Don Lemon a diffusé en direct sur YouTube aux côtés de manifestants anti-ICE. Le direct a débuté sur un parking, où il déclarait : « Il s'agit d'une opération secrète. Je ne peux pas vous dire ce qui va se passer, mais vous allez le voir se dérouler en direct sur "The Don Lemon Show" ». Il a ensuite suivi le groupe à l'intérieur de l'église, d'abord sans son cadreur.

Les images montrent une scène tendue à l'intérieur de l'édifice, affilié à la Convention baptiste du Sud, avec des

échanges verbaux entre manifestants et fidèles. On y entend des slogans tels que « Justice for Renee Good », en référence à une citoyenne américaine mortellement touchée le 7 janvier lors d'une confrontation avec un agent de l'ICE à Minneapolis. Le pasteur a dénoncé l'irruption, déclarant : « C'est inacceptable, c'est honteux d'interrompre un rassemblement public de chrétiens en prière ».

Harmeet Dhillon, responsable de la division des droits civiques du département de la Justice, a affirmé lors d'un entretien avec la podcasteuse Megyn Kelly : « Nous irons jusqu'au bout du monde avec cette affaire ». CNN a pour sa part estimé que l'arrestation de son ancien employé soulevait « des questions profondément préoccupantes sur la liberté de la presse et le Premier amendement », indiquant suivre l'évolution du dossier de près.

Cette affaire intervient alors que des manifestations se poursuivent dans le Minnesota à la suite d'opérations d'agents fédéraux de l'immigration, lesquelles ont donné lieu à des confrontations ayant coûté la vie à deux citoyens américains, Renee Good et Alex Pretti, infirmier. C'est le deuxième cas très médiatisé ce mois-ci impliquant une action de l'administration Trump contre un journaliste, après la saisie de matériel d'un journaliste du Washington Post le 14 janvier dans le cadre d'une enquête sur une fuite présumée d'informations classifiées.